



HAL
open science

Dans les coulisses de la guerre de rue à Kumanovo : six questions clés pour comprendre le conflit en Macédoine

Goran Sekulovski

► **To cite this version:**

Goran Sekulovski. Dans les coulisses de la guerre de rue à Kumanovo : six questions clés pour comprendre le conflit en Macédoine. Séminaire IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques) : géopolitique, May 2015, Paris, France. halshs-01154377

HAL Id: halshs-01154377

<https://shs.hal.science/halshs-01154377>

Submitted on 21 May 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dans les coulisses de la guerre de rue à Kumanovo : six questions clés pour comprendre le conflit en Macédoine

Goran Sekulovski
Chercheur associé à l'UMR Géographie-Cités, E.H.GO

Le fourré contradictoire d'informations propagé dans les médias régionaux pendant le conflit de Kumanovo en Macédoine du 9-10 mai 2015 a conduit à une série de questions sans réponse qui affligent la population un jour après l'opération de la police dans laquelle un total de 18 personnes ont été tuées. Nous essayerons de réfléchir sur ce qui s'est réellement passé et quelle est la relation entre ce conflit et la crise politique que traverse actuellement la République de Macédoine. Avant d'essayer de répondre à ces interrogations, il faudra se livrer à quelques préliminaires, notamment sur le conflit de 2001 et son « lien » éventuel avec le conflit urbain de mai 2015.

Qu'est-ce que le conflit de 2001 ?

Depuis l'indépendance du pays en 1991, les observateurs internationaux mettaient souvent en garde contre une crise imminente ou bien un conflit en Macédoine. Cependant, elle a non seulement réussi à obtenir pacifiquement l'indépendance, mais aussi a évité l'effusion de sang dans l'ex-Yougoslavie. Bien qu'avec le conflit de 2001¹, le mythe de la Macédoine comme « oasis de la paix » dans les Balkans a été démolie de manière justifiée, la résolution rapide du conflit, cependant, sans beaucoup de victimes, montre une différence radicale avec les autres actions militaires dans la région.

Le processus de stabilisation en République de Macédoine a commencé avec l'Accord-cadre d'Ohrid (août 2001) dont le but déclaré était de mettre un terme au conflit, en engageant quelques réformes aussi fondamentales que simples : autoriser un plus grand usage officiel de la langue albanaise ; décentraliser l'administration par renforcement des pouvoirs municipaux ; octroyer à la partie albanaise une représentation proportionnelle au sein des institutions. L'Accord-cadre d'Ohrid s'est montré dans ce sens comme un médiateur social et un moyen sûr pour sortir du conflit ce qui était déjà un succès très important. La plupart des autres accords de paix dans les autres parties de l'ex-Yougoslavie avaient une position de départ beaucoup plus complexe. Il est de loin plus facile de faire la paix après sept mois de luttes avec environ 200 victimes qu'après trois ans et demi de guerre, avec plus de 100 000 morts.

Une deuxième différence essentielle qui a permis que la paix soit plus durable en Macédoine, c'était le fait que le conflit, en fait, ne concernait pas la conquête des pays voisins, mais plutôt des idées concurrentes sur la nature de l'organisation de l'Etat. Bien que l'*Armée de libération nationale* (UCK-M) au stade initial du conflit ait déclaré ses points de vue sécessionnistes sur l'organisation du pays en revendiquant

¹ Il s'agit d'un conflit latent, puis ouvert qui, sur plus de sept mois, venait d'opposer des rebelles albanais aux forces gouvernementales de sécurité.

la « Grande Albanie », toutefois cette vision était très rapidement étouffée. Le conflit a été principalement fondé sur les droits des Albanais en Macédoine, et non pas sur la redéfinition des frontières. En Croatie, au Kosovo et en Bosnie-et-Herzégovine, c'était l'Etat lui-même qui était sujet de discussion, c'est pourquoi il était beaucoup plus difficile de parvenir à un accord sans réorganiser les frontières.

Enfin, une troisième caractéristique importante en Macédoine représentait la tradition d'une coexistence ethnique depuis le début des années 1990. La constitution ainsi que la position de la plupart des principaux partis politiques ont contribué à une sorte de « possession » de l'Etat par la majorité. En se fondant sur la pratique ancienne des républiques à l'époque de la Yougoslavie communiste et sur la crainte actuelle des voisins au sujet de l'identité et du nom du pays, les autorités macédoniennes ont contribué au renforcement de la relation de propriété envers l'Etat. En même temps, une tradition de larges coalitions a émergé depuis 1992 qui comprenaient toujours des partis albanais dans le gouvernement. Cette contradiction a été incapable de répondre aux tensions interethniques au cours du conflit en 2001 et ce qui était remarquable c'était que la stabilité de l'Etat nécessitait une inclusion plus importante des Albanais, mais non seulement au niveau du gouvernement. En fait, les Albanais sont restés sous-représentés dans l'administration publique et manquaient une protection adéquate des droits collectifs.

L'Accord-cadre d'Ohrid a corrigé, dans une certaine mesure, la démocratie majoritaire qui, dans le domaine des relations interethniques, neutralisait et niait trop souvent les difficultés des minorités et ignorait leurs besoins dès lors qu'ils ne pouvaient trouver de justification immédiate. Bien que la Macédoine rencontre encore des problèmes dans les relations inter-ethniques et il y a la nécessité d'une mise en œuvre plus cohérente de l'Accord d'Ohrid, cependant ces problèmes ne sont pas de nature à provoquer un conflit armé comme cela est arrivé le week-end du 9-10 mai à Kumanovo. Il ne s'agit donc aucunement d'une « conséquence naturelle » de la crise de 2001 comme nous pouvons souvent le lire dans les médias français.

Or, que s'est-il réellement passé en Macédoine le 9-10 mai 2015 ? Essayons de répondre à travers six questions clés.

Quelle est la version officielle des événements, et quel est le contexte plus large?

Lors du week-end du 9 à 10 mai 2015 la police macédonienne dans le district de Kumanovo « Tode Mendol » dit *Divo naselje* (district sauvage) a mis en œuvre une action durant presque une journée et demi, qui a démantelé un groupe armé composé de 50 à 70 expérimentés ex combattants de guerre, dont 30 se sont rendus à la police.

Il est question principalement des membres des unités paramilitaires albanaises qui ont été infiltré dans le pays par le Kosovo et le premier ministre Nikola Gruevski a affirmé que certains d'entre eux ont participé à une série d'affrontements dans la région et même au-delà (Ukraine, Syrie). Le gouvernement a affirmé que le groupe prévoyait de lancer des attaques sur les institutions étatiques, les centres commerciaux et des événements sportifs, mais même un jour après l'opération, dans laquelle huit policiers ont été tués et 37 blessés et d'autre part, 10 cadavres en uniforme ont été retrouvés sur place, on ne sait pas quand, comment et pourquoi ces attaques devraient se produire. Bien que le gouvernement nie l'existence de victimes civiles, dans certains rapports de terrain, il est aussi question de victimes parmi la population.

Les émeutes se sont produites dans le sillage de la crise politique importante que traverse le pays : dans les rues de la capitale des milliers de personnes demandent la démission du gouvernement conservateur en raison du contenu des enregistrements de conversations des hauts fonctionnaires du gouvernement (où il est question de corruption, de népotisme, de scandales politiques), que le parti de l'opposition publie depuis mars dernier. Après avoir déclaré deux jours de deuil pour les victimes, des manifestations de rue se sont atténuées, mais continuent encore en annonçant un grand rassemblement le 17 mai 2015 devant le siège du gouvernement à Skopje.

Pourquoi maintenant?

Dans son adresse à la nation après la réunion du 10 mai du Conseil de sécurité nationale, le président macédonien Gjorge Ivanov a déclaré qu'il avait averti depuis quatre mois les représentants diplomatiques de l'UE et de l'OTAN dans le pays sur l'existence d'un groupe terroriste qui prévoyait des actions dans le pays.

Or, il y a une question logique qui se pose : pourquoi les forces de l'ordre n'avaient pas agi contre les dits terroristes, même pas une seule fois dans ces quatre mois, en particulier si l'on considère que, des membres de ce même groupe armé ont brièvement pris possession, le 21 avril 2015, d'un petit commissariat de police à la frontière nord de la Macédoine (à Gošince près de Kumanovo), réclamant la création d'un Etat albanais sur le territoire de cette post république yougoslave et qu'ils ont activé de l'explosive devant le bâtiment du gouvernement ? Plus encore, pourquoi ils ont permis à cette bande de mercenaires de se regrouper dans une zone densément peuplée de la troisième plus grande ville de l'État ? Et enfin, pourquoi le parti au pouvoir VMRO-DPMNE avait changé la date de son congrès, prévu pour samedi le 9 mai (sic) à Kumanovo, environ une semaine plus tôt ? Les réponses à ces questions sont certainement liées à la crise politique actuelle en Macédoine sans oublier les autres frustrations et problèmes qu'affronte le pays depuis son indépendance : la Grèce ne reconnaît pas son nom, l'Europe ne veut pas encore de la Macédoine au sein de sa famille alors que l'OTAN la maintient dans sa salle d'attente.

Pourquoi Kumanovo?

Située à trente kilomètres au nord-est de Skopje, Kumanovo compte 70 000 d'habitants et réunit un grand nombre de communautés nationales : selon le recensement de 2002, environ 60 pour cent de la population sont Macédoniens, 25 pour cent Albanais, et près de 7 pour cent Serbes. Il ne faut pas oublier sa situation géographique dans la zone frontalière, à quelques kilomètres des frontières de la Macédoine avec la Serbie, en l'occurrence de la région de Presevo où vit une forte minorité albanaise, mais aussi de l'Etat non reconnu de Kosovo. Le pouvoir dans cette ville est traditionnellement lié au parti d'opposition SDSM. Kumanovo a la réputation d'une ville où domine une atmosphère tolérante, même en 2001, quand une partie du pays était détruit lors du conflit macédonien-albanais, il n'y avait pas de combats dans les rues de la ville. Il faudrait encore signaler la réaction de la population locale, qui immédiatement après le déclenchement de l'intervention de la police du 9 mai 2015 a appelé à la paix et à la compréhension et n'a pas donné d'accueil favorable aux mercenaires.

Comment ont réagi les États-Unis, l'UE, l'OSCE, l'OTAN et quel est le rôle des pays voisins?

Il y a une hypothèse qui s'est propagée dans les médias régionaux des Balkans, selon laquelle les événements actuels en Macédoine, en commençant par la divulgation des écoutes téléphoniques, à travers les manifestations dans les rues de Skopje, jusqu'à l'action de la police à Kumanovo, font partie d'un « scénario plus large » conduit par « les puissances mondiales » dont le but est : la tentative américaine visant à empêcher l'accord entre la Russie et la Turquie sur la construction du gazoduc « Turkish Stream », successeur de South Stream, qui devrait transporter le gaz russe à travers le territoire de la Macédoine, ce qui contrevient aux intérêts américains. Cette hypothèse, considérée par l'opposition macédonienne comme une « théorie du complot » n'existerait probablement pas si la communauté internationale n'était pas silencieuse très longtemps et ne permettait pas au gouvernement de Nikola Gruevski de développer une sorte de populisme extrême. Dans la nouvelle situation, la communauté internationale a la possibilité de finalement regagner de la crédibilité sur la question macédonienne, notamment auprès de la population locale.

La première déclaration commune des missions des États-Unis, l'UE, l'OSCE et l'OTAN à Skopje est assez sobre et protocolaire : ils ont exprimé ses regrets pour les vies perdues, en notant que le groupe terroriste est un « phénomène isolé », appelant à un dialogue entre toutes les forces politiques du pays afin de surmonter la crise. D'autre part, les pays voisins sont beaucoup plus précis dans leur message. Le Premier ministre serbe Aleksandar Vucic a convoqué immédiatement une réunion du Conseil national de sécurité et l'État a envoyé des renforts militaires et de police à la frontière avec la Macédoine, donnant la main à son homologue Gruevski dans la lutte commune contre l'ennemi. D'autre part, le premier ministre bulgare Boïko Borissov a conseillé le chef du gouvernement macédonien à démissionner avec les mots « juste pour le rappeler de ce que les premiers ministres font quand ils ne disposent plus de la confiance du peuple ». De leur côté, l'Albanie et le Kosovo ont lancé des appels au calme, Pristina demandant « à toutes les parties impliquées de trouver une solution par la voie du dialogue politique ».

Quelle est la relation entre les terroristes et la politique en Macédoine ? Les politiciens albanais, des grands absents du conflit de Kumanovo ?

Certains sites internet en albanais ont rapporté que parmi les personnes arrêtées figuraient des grands noms de l'*Armée de libération du Kosovo* (UCK), comme Rizai Beg, ancien garde du corps du commandant de l'UCK inculpé à la Haye – Ramush Haradinaj. Les médias macédoniens, mettent en évidence en particulier le nom de Adem Shehu, ancien commandant de la brigade de l'UCK dans des affrontements au Kosovo et en Macédoine, devenu plus tard le garde du corps d'Ali Ahmeti, le chef du principal parti albanais (DUI) au gouvernement macédonien, et qui lors du conflit macédonien-albanais en 2001 était le commandant de la filière macédonienne de l'UCK (UCK-M).

Ces informations appuient la conclusion que les leaders politiques albanais en Macédoine, avaient une connaissance très précise de ce conflit, et si l'on ajoute à cela le fait qu'Ali Ahmeti ne s'est pas encore prononcé officiellement et n'a pas pris part à la session du Conseil de sécurité nationale convoquée dimanche le 10 mai, nous pouvons comprendre la colère parmi la communauté albanaise en Macédoine

qui s'insurge contre ses représentants au gouvernement. Est-ce cette colère se canaliserait dans des manifestations de masse contre le gouvernement, surtout si l'opposition continue à publier des nouvelles informations compromettantes sur les relations entre les deux plus grands partis ethniques en Macédoine, nous allons le savoir dans les jours qui viennent.

Huit policiers ont été tués, est-ce que l'action peut être considérée comme « une réussite » ?

35 heures après le début de l'opération de police à Kumanovo, le premier ministre Nikola Gruevski n'était pas encore apparu au public, puis il a tenu une conférence de presse, où il a fait l'éloge des braves agents de police pour leur engagement « de sacrifice » dans la lutte contre le groupe terroriste dangereux « qui a mené aussi la guerre au Moyen-Orient » en concluant que l'opération « a réussi ». Combien de policiers devraient mourir pour remettre en question le succès de l'action, naturellement, il ne l'a pas dit, mais a prévenu que tous ceux « qui vont faire du mal à la Macédoine » vont « finir comme les terroristes ».

Il reste à savoir si, une fois de plus dans l'histoire récente, les Balkans se trouvent devant le danger de la montée du radicalisme et des troubles ethniques, favorisant un climat perpétuel de crise larvée.